



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

Ce que nous dit Donald Trump

Les élections primaires américaines ne laissent pas de nous sidérer. Comment un démagogue, violent, grossier, provocateur, Donald Trump, peut-il, désormais, emporter la désignation d'un des deux grands partis qui font l'élection du Président des Etats-Unis ? La confrontation avec la candidate démocrate, Hilary Clinton, est donnée en sa défaveur, aujourd'hui, dans les sondages. Mais celle-ci a des fragilités, elle est à la peine dans ses propres primaires, elle incarne la quintessence de « l'establishment » politique depuis un quart de siècle. Il n'y a, donc, pas de certitude sur les résultats finaux.

Certes, les spécificités américaines doivent être présentes à l'esprit. Des partis qui ne sont que des réseaux d'élus, le rôle-clef de l'argent, l'amplification médiatique, etc... Mais, la large audience recueillie par Donald Trump, qui dépasse l'électorat républicain proprement dit, repose sur des réalités profondes. La profondeur et l'accroissement des inégalités, qui divisent la société américaine, creusent les écarts et découragent une classe moyenne affaiblie. Le ressentiment contre les élites de Washington - toujours plus ou moins présent dans ce pays fédéral - atteint une côte d'alerte.

Les tensions raciales, ensuite, entre communautés ne se sont pas apaisées. Et ce qui a paru être une victoire de l'Amérique sur elle-même, l'élection de Barack Obama, a paru difficilement supportable - surtout pendant deux mandats - à toute une partie de la population blanche. Il faut l'avoir malheureusement à l'esprit. L'état d'un monde troublé, enfin, et déroutant, où les Etats-Unis continuent d'exercer une influence majeure, mais ne peuvent plus parvenir à maîtriser les conflits, doit être pris en compte. La prudence manifestée par Barack Obama crée l'incompréhension et irrite les sentiments nationalistes. Nous verrons si une part de l'électorat républicain se ressaisit. Mais, le seul adversaire encore dans la course, le sénateur Ted Cruz, n'est pas moins extrémiste sur le fond de ses propos...

Les démocraties ne sont pas intangibles, même celles qui passent pour les plus solides. Un grand romancier américain, Philip Roth, dans un livre récent, *Complot contre l'Amérique*, a imaginé que Charles Lindberg, grand aviateur, mais sympathisant des idées nationales-socialistes, avait gagné les élections présidentielles de 1940 et que la société américaine en acceptait l'imprégnation. C'est là un avertissement qui ne concerne pas que les Etats-Unis ! Nous qui avons un Front national qui campe aux portes du pouvoir, nous devons y réfléchir sérieusement. Les inégalités de revenus sont moins fortes en France, même si elles ont augmenté, comme partout dans le monde. La principale d'entre elles, le chômage, mine notre société. Les défiances et les incompréhensions entre des parties différentes de la population, aggravées par la crise des réfugiés, remettent en cause la volonté de vivre ensemble. Les débats sur la laïcité en sont un bon symptôme. Les Français s'interrogent, en même temps, sur le rôle de l'Europe dans le monde. La tentation d'un repli national est tangible dans l'opinion. Face à une telle situation, il faut se concentrer sur l'essentiel, et sur ce qui doit être fait maintenant. Les socialistes doivent bien peser leurs responsabilités, pour rassembler largement celles et ceux qui ressentent l'importance du moment et qui ne souhaitent pas que l'on s'égare dans des clivages secondaires, ils devraient commencer à le faire pour eux-mêmes.

1986-2016 : la course au mieux-disant libéral : retour vers le passé !

PLATE-FORME COMMUNE DU RPR ET DE L'UDF (16 JANVIER 1986)

FISCALITÉ	COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES	MARCHÉ DU TRAVAIL	ASSURANCE CHÔMAGE	RETRAITES	ASSURANCE MALADIE	FONCTION PUBLIQUE	ECONOMIES
<ul style="list-style-type: none"> - Desserrer le carcan de l'impôt, par une moindre taxation des revenus des particuliers, des bénéfices et de la rémunération des risques, vers un allègement des charges assises sur les salaires, vers une fiscalité locale « moderne ». - Pour les particuliers, retour à un taux marginal de l'impôt sur le revenu inférieur à 50%. Remise en cause des conditions d'imposition des patrimoines. 	<ul style="list-style-type: none"> - Redonner leur vraie place aux valeurs de responsabilité et d'effort. - Suppression des autorisations administratives de licenciement. - Gel des effets de seuil. - Statut allégé pour les PME. - « Modernisation » du principe de représentativité. - Représentations relatives au travail à temps partiel au travail intérimaire et aux CDD assouplies. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'emplois nouveaux sans flexibilité du travail. - Participation des salariés à la vie de l'entreprise ; vente au personnel d'actions des entreprises dénationalisées. - Décentralisation des négociations, refus des indexations, développement de la part variable ou individualisée de la rémunération et de l'intéressement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de l'épargne-retraite. - Les conditions d'une vraie retraite à la carte devront être créées par la diversification des formules et la garantie de véritables conditions de choix. - Création de régimes complémentaires volontaires, gérés par l'ensemble des organismes de prévoyance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la tutelle excessive de l'Etat. - Chacun doit pouvoir s'adresser à l'organisme de son choix pour la protection complémentaire qu'il souhaite ; les conditions de prise en charge étant alors définies entre organismes de garantie et dispensateurs de soins. - Plus grande autonomie des organismes de santé, dans la gestion de leur budget. 	<ul style="list-style-type: none"> - Desserrer la tenaille de l'endettement extérieur par la remise en ordre des finances publiques. - Réduction des prélèvements obligatoires qui freinent l'initiative, l'expansion et la création d'emplois. 	<ul style="list-style-type: none"> - Libérer les initiatives individuelles dans la vie économique. - Desserrer la tenaille de l'endettement extérieur par le retour à la compétitivité. - Dérégulation dans les grands secteurs : énergie, transports, télécommunication... - Dénationalisations. 	

NICOLAS SARKOZY

FISCALITÉ	COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES	MARCHÉ DU TRAVAIL	ASSURANCE CHÔMAGE	RETRAITES	ASSURANCE MALADIE	FONCTION PUBLIQUE	ECONOMIES
<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu. - Suppression immédiate de l'ISF. - Règle d'or pour limiter la dépense publique à 50 % du PIB. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction immédiate du coût du travail de 30 milliards d'euros. 	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression des 35 heures, via la négociation en entreprises. - Réforme du motif économique de fin de CDI. 	<ul style="list-style-type: none"> - Introduction de la dégressivité. - Reprise en main du régime. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recul de l'âge du départ à 63 ans, dès 2020, puis, 64 ans. - Convergence entre public et privé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la prise en charge, via le ticket modérateur ou le bouclier sanitaire. - Suppression de l'Aide médicale d'État (AME). 	<ul style="list-style-type: none"> - Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. - Création d'un contrat de 5 ans dans la fonction publique. 	<ul style="list-style-type: none"> - 100 milliards sur le quinquennat.

ALAIN JUPPÉ

FISCALITÉ	COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES	MARCHÉ DU TRAVAIL	ASSURANCE CHÔMAGE	RETRAITES	ASSURANCE MALADIE	FONCTION PUBLIQUE	ECONOMIES
<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de l'ISF. - Harmonisation de la fiscalité entre la France et l'Allemagne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Transformation du CICE en une baisse des charges, centrée sur l'emploi peu qualifié. - Financement de la branche famille de la Sécu, via une hausse de la TVA compétitivité. - Simplification du Code du travail. 	<ul style="list-style-type: none"> - À défaut d'accord d'entreprise, la durée de référence est à 39 heures. - Instauration d'un mécanisme d'exonération fiscale pour ceux qui travaillent de 35 à 39 heures 				<ul style="list-style-type: none"> - Rétablissement du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ou trois partant à la retraite 	<ul style="list-style-type: none"> - 100 milliards sur le quinquennat

FRANÇOIS FILLON

FISCALITÉ	COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES	MARCHÉ DU TRAVAIL	ASSURANCE CHÔMAGE	RETRAITES	ASSURANCE MALADIE	FONCTION PUBLIQUE	ECONOMIES
<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de l'ISF. - Refonte de la fiscalité du patrimoine. 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse immédiate des 50 milliards des prélèvements sur les entreprises (réduction des cotisations sur tous les emplois, baisse de l'impôt sur les sociétés...) financée par une hausse de 3,5 points de la TVA. - Prélèvement des seuils sociaux de 10 à 50 salariés et de 50 à 100 salariés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recentrage du Code du travail en regardant que les normes sociales fondamentales. Tout le reste est renvoyé à la négociation en entreprise. - Suppression des 35 heures via des accords d'entreprise. - Passage aux 39 heures dans la fonction publique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Plafonnement de l'indemnisation des chômeurs et allocations dégressives. 	<ul style="list-style-type: none"> - Report de l'âge de départ à 65 ans. 		<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de 600 000 postes de fonctionnaires en cinq ans. 	

BRUNO LE MAIRE

FISCALITÉ	COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES	MARCHÉ DU TRAVAIL	ASSURANCE CHÔMAGE	RETRAITES	ASSURANCE MALADIE	FONCTION PUBLIQUE	ECONOMIES
<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de l'ISF. - Refonte de l'imposition sur le capital. 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse des charges. - Retour du Contrat nouvelles embauches (CNE). 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de l'actuel Code à 150 pages. - Négociation en entreprises de la durée du travail et du seuil de déclenchement des heures sup. 	<ul style="list-style-type: none"> - Plafonnement des allocations les plus élevées et rétablissement de la dégressivité des indemnités. - Placement des chômeurs confié à des opérateurs privés. 			<ul style="list-style-type: none"> - Réduction au cas par cas du nombre de fonctionnaires d'un million sur 10 ans (soit 100 000 par an). - Extinction progressive du nombre de fonctionnaires, par le recours aux contrats privés, dans la fonction publique territoriale. - Rétablissement du jour de carence. 	

JEAN-FRANÇOIS COPÉ

FISCALITÉ	COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES	MARCHÉ DU TRAVAIL	ASSURANCE CHÔMAGE	RETRAITES	ASSURANCE MALADIE	FONCTION PUBLIQUE	ECONOMIES
			<ul style="list-style-type: none"> - Réduire le montant des allocations chômage à la moyenne des pays de l'OCDE. - Réformer le régime des intermittents du spectacle et des intermittaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Relever l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, à partir de 2018, et jusqu'en 2026. - Utiliser les régimes de retraite dans un régime unique d'ici à cinq ans. 		<ul style="list-style-type: none"> - éduire les dépenses publiques à 50 % du PIB, d'ici à 2025. 	

HERVÉ MARITON

FISCALITÉ	COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES	MARCHÉ DU TRAVAIL	ASSURANCE CHÔMAGE	RETRAITES	ASSURANCE MALADIE	FONCTION PUBLIQUE	ECONOMIES
<ul style="list-style-type: none"> - Remplacer l'impôt sur le revenu par un seul taux d'impôt de 15 % (2 % pour les revenus de moins de 8 000 euros). 			<ul style="list-style-type: none"> - Elargir le financement de l'assurance chômage à tous les Français. 	<ul style="list-style-type: none"> - Alignement des régimes du privé et du public. 		<ul style="list-style-type: none"> - Alignement du statut de la fonction publique sur le privé (sauf pour certains métiers régaliens). - Ne pas remplacer 2 fonctionnaires sur 3 partant à la retraite. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser 130 milliards d'économies en cinq ans.

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET

<p>FISCALITÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réforme de l'ISF. 	<p>COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES</p>	<p>MARCHÉ DU TRAVAIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Supprimer toute référence à une durée légale unique du travail, en deçà du plafond européen de 48 heures. 	<p>ASSURANCE CHÔMAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rendre les allocations chômage dégressives en fonction du nombre d'offres valables d'emploi refusées. 	<p>RETRAITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relever l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. - Instaurer un régime de retraite par points. 	<p>ASSURANCE MALADIE</p>	<p>FONCTION PUBLIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> - uire de 100 milliards d'euros les dépenses publiques. - Limiter le statut de la fonction publique à quelques fonctions régaliennes. 	<p>ECONOMIES</p>
---	---	---	---	--	---------------------------------	--	-------------------------

Sources : *Le Figaro*, 22 février 2016, <http://discours.vie-publique.fr/notices/863044000.html>



Bruno Cautrès...

... est chercheur au CNRS et a rejoint le CEVIPOF, en janvier 2006. Ses recherches portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques. Au cours des années récentes, il a participé à différentes recherches françaises ou européennes portant sur la participation politique, le vote et les élections (Panel électoral français de 2002 et Panel électoral français de 2007, Baromètre politique français). Il a développé d'autres directions de recherche, mettant en évidence les clivages sociaux et politiques liés à l'Europe et à l'intégration européenne dans les électorats et les opinions publiques.

« L'Europe reste, dans l'esprit de ses concitoyens, un objet politique non identifié, en incapacité de nous fournir des clés d'interprétation »



Hongrie, Pologne, Slovaquie... Alors que les partis au pouvoir cèdent un à un au nationalisme ultraconservateur, l'Union semble impuissante. Quelles sont les causes de cette dérive ?

Vaste question qui appelle une série de réflexions. Depuis le traité de Maastricht et le milieu des années 1990, un bouleversement politique s'est opéré dans l'ensemble des pays de l'Union, et pas seulement au sein des états qui ont été intégrés récemment. Il est lié aux tentatives d'intégrations européennes et de l'économie globalisée, qui ont provoqué une forte perturbation des positions des partis politiques

et des points de repère des électeurs, en lien avec les mutations du monde dans lequel ils vivent aujourd'hui. Cette perturbation est très forte et il leur faut des éléments de décodage pour en saisir la nature.

En France, en Belgique, aux Pays-Bas ou en Italie, elle a provoqué d'importantes recompositions. Tant et si bien qu'il a été difficile, pour les partis de gauche ou socio-démocrates qui ont prétendu incarner un autre modèle de société, ou, à tout le moins, différent de celui de l'économie marchande, d'expliquer la transformation sociale ou politique qu'ils entendent mettre en œuvre. Et ce, alors même qu'aux yeux des ob-

servateurs, les contraintes issues du monde extérieur sont de plus en plus visibles et pesantes. Il y a donc là un cadre qui a provoqué de nombreuses perturbations et, au moment où les frontières nationales ont pu donner l'impression qu'elles étaient entrain d'exploser, au profit d'une Union européenne protectrice, la question de l'identité a surgi brutalement. Elle n'a d'ailleurs sans doute jamais pesé autant dans les esprits. Au fond, l'Union européenne est un vecteur de cette perturbation, sans pour autant, avoir véritablement les moyens d'y faire face. Elle reste donc, pour ses concitoyens un objet politique non identifié, en incapacité de nous fournir des clés d'interprétation. Ce, même si son objectif est de transcender les divisions politiques et de favoriser l'émergence de grandes dimensions transnationales. Or, il lui faut parvenir à définir des politiques publiques qui montrent que ces perturbations que nous ressentons tous ont quand même une finalité.

Mais, l'Europe n'a malheureusement plus connu de période de prospérité depuis les années 1990, qui lui permettrait de redonner du sens à ses politiques, en s'appuyant sur de grands programmes favorisant l'emploi, le bien-être et la prospérité. Or, au moment où nous avons besoin d'un sérieux coup d'accélérateur, nous sommes confrontés à une crise durable.

Prenons le cas de la France. Nous avons connu une période de répit sous le gouvernement Jospin, suivi d'une conjoncture beaucoup plus difficile. Et, rien n'a changé depuis. Ce qui vaut pour notre pays, est tout aussi vrai pour les autres nations européennes. Sans compter que l'Europe politique ne fait pas l'objet du moindre consensus !



Ce qui signifie, en clair, qu'une tentation identitaire et autoritaire menace les fondements mêmes du projet européen.

Oui. C'est d'ailleurs ce qui se passe actuellement, avec la remise en cause de l'espace Schengen et du bien-être commun, au seul profit d'un repli identitaire. La menace terroriste ne fait qu'ajou-

ter à ce climat anxiogène, et je suis convaincu qu'il va nous falloir travailler dur, dans les toutes prochaines années, pour remettre en cause cette idée. Je me demande si, au fond, on ne s'est pas illusionné sur l'idée qu'il fallait laisser les portes et fenêtres grandes ouvertes, avant de réaliser, brutalement, qu'il fallait les fermer.



Pourquoi la réponse des États européens à la crise des réfugiés n'a-t-elle pas été dictée par l'ouverture et la solidarité, mais par la peur ?

Dans plusieurs pays européens, et non des moindres - la France et le Royaume Uni, notamment -, une problématique existait déjà sur la question des migrations, de l'ouverture des frontières, du marché du travail et de la protection, avant que ne surgisse la crise des réfugiés. Au

point qu'une cristallisation s'est opérée sur ces questions, en particulier, dans l'Hexagone.

Nous savons tous que la prise en compte politique de la question de l'immigration, dans le débat public français, date des années 1980. Et l'on voit bien que les interrogations sur l'Europe, ramenée à

une construction politique visant l'intégration des réfugiés au nom du respect des droits de l'homme, ou une terre d'accueil pour les travailleurs, se posent très clairement, aujourd'hui. Au travers des positions adoptées en France, en Allemagne, au Royaume-Uni ou dans l'Est européen, des représentations différenciées se font jour. Et l'on voit surgir de réelles différences entre les partisans d'une Europe de l'intégration politique et économique et les adeptes d'un vaste territoire, perçu comme un simple vivier de main-d'œuvre. D'où l'impossibilité de définir une politique coordonnée. Le cavalier seul de l'Allemagne est, à cet égard, significatif, au même titre que le comportement des britanniques qui assimilent l'Europe à une vaste zone de mobilité de travailleurs, et non pas d'intégration politique. Au point que ces derniers s'interrogent, aujourd'hui, sur leur avenir au sein, ou en-dehors de l'Union européenne.

? *Le virage populiste que prend la Pologne n'annonce-t-il pas une nouvelle donne en Europe centrale ?*

On voit s'affirmer, tant en Pologne que dans les Balkans, directement impactés par la question des réfugiés, une tentation nationaliste et populiste, et une affirmation de la souveraineté et du contrôle des frontières. Ceci est d'autant plus prégnant que la Pologne faisait partie des pays de l'Est européen dont l'opinion était la plus favorable à l'intégration européenne, il y a quelques années. Le changement est donc spectaculaire, au même titre que celui qui a touché la Hongrie.

? *Comment les incidents graves de Cologne pèsent sur la situation politique allemande, mais aussi européenne ?*

Il faut être prudent sur les auteurs de ces agressions. S'agissait-il exclusivement de réfugiés nouvellement arrivés en Allemagne, ou non ? Il semblerait qu'il y en ait, effectivement. Cet événement traduit surtout la difficulté d'accueil et d'intégration des populations migrantes. Faut-il les parquer dans des camps, ce qui n'est pas nécessairement à l'honneur de l'Europe ? Doit-on considérer qu'ils sont dans une situation transitoire et qu'ils ont vocation à retourner dans leur pays ? Leur situation n'est-elle pas, au contraire, durable, avec la nécessité de leur enseigner la langue, en les soutenant pour faciliter leur intégration ? Toutes ces problématiques doivent être intégrées.

Quant à la radicalisation supposée d'un islam qui serait moins tolérant, culturellement, je reste interrogatif. Je mesure, comme tout un chacun, la difficulté que nous avons à nous comprendre de part et d'autre, et la nécessité de nouer le dialogue entre des cultures différentes, au-delà de nos représentations ordinaires et de nos a priori. Mais, je ne sais, au juste, ce que cela peut traduire et où est la logique.

« Je mesure, comme tout un chacun, la difficulté que nous avons à nous comprendre de part et d'autre, et la nécessité de nouer le dialogue entre des cultures différentes, au-delà de nos représentations ordinaires et de nos a priori. Mais, je ne sais, au juste, ce que cela peut traduire et où est la logique. »

? *Quels sont les moyens, pour l'Union européenne, de sortir de cette situation ?*

L'Union a beaucoup de mal à manifester, aux yeux des européens, ce qu'elle fait pour les soutenir, dans leur vie quotidienne. Elle en fait beaucoup, certes, mais il lui faut démontrer sa capacité à empoigner la question du « vivre en sécurité » en Europe. Entre les événements survenus récemment en France, la tragédie de Lampedusa et l'horreur absolue de voir surgir toutes les semaines, sur nos écrans de télévision, des clandestins qui meurent sur des embarcations précaires, en Méditerranée ou ailleurs, il y a bien un aveu d'impuissance. Nous sommes des spectateurs et l'Europe ne parvient pas, pour l'heure, à faire de cette tragédie une priorité. L'Italie et la Grèce ont quand même beaucoup souligné que l'aide qu'elles avaient obtenue de l'Europe pour le contrôle de leur territoire ma-

ritime avait été considérablement réduite. Ce qui démontre que l'UE peine à démontrer qu'elle mène une politique de longue durée en la matière et qu'elle y met tous les moyens nécessaires. À l'heure où la question de la protection des frontières fait débat, le contrôle et la régulation doivent être érigés en priorités.

Souvenons-nous des débats qui ont occupé l'es-

prit des Français, en 2005, autour d'une Europe sociale et protectrice. Cette demande subsiste, mais le contexte diffère. Tant et si bien que la question de la sécurité préoccupe aujourd'hui l'opinion. En toile de fond, subsistent, toutefois, dans un contexte d'économie mondialisée, les aspects politiques. En clair, l'Europe n'a-t-elle pas son mot à dire sur le chômage, la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie ? C'est précisément ce que nos concitoyens attendent aujourd'hui. Sortons du court-termisme et raisonnons sur le temps long, au risque de voir l'Europe de Schengen s'effondrer.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation des migrants et des réfugiés. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :

Les recettes fabriquées de Bruno Le Maire

Ne vous résignez pas ! Le titre en évoque un autre, celui de l'opuscule du regretté Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, publié en 2010. Mais, la comparaison s'arrête là, tant les recettes préconisées par Bruno Le Maire empruntent à un registre différent. Celui d'un libéralisme effréné faisant fi des crispations et autres « *noirceurs* » du passé, de « *dépenses publiques inconsidérées* ».

« *Le retour de ceux qui ont échoué hier et qui prétendent réussir demain, cela suffit* », martèle l'ancien ministre en visant, en fait, ses principaux concurrents. « *En France, il a manqué à la politique depuis trente ans ce qui en fait son essence: le courage et la vision* », poursuit-il. L'ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement Fillon en viendrait presque à oublier son propre parcours. Collaborateur fidèle du Secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, en 1998, à 30 ans à peine, il devient directeur du cabinet du Premier ministre en 2006, juste au moment du CPE. Il poursuit ensuite une carrière toute tracée sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, comme Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, en 2008, puis, en tant que ministre de plein exercice, en 2009, chargé de l'Agriculture. Incontestablement, nous avons affaire à un « *néophyte* » très expérimenté...

Cet « *abandon de notre culture* » qui sonne comme un sentiment de résignation et de délitement appelle, selon lui, un changement de paradigme, c'est-à-dire une remise en cause fondamentale de notre modèle social. Sa cible : l'« *assistanat* » et les prélèvements de toute sorte - taxes, impôts locaux et nationaux, cotisations... - qui ont provoqué le déclassement de nombreuses catégories sociales et qui sont le fruit de notre « *lâcheté collective* ». Aux

grands maux, les grands remèdes ! Exit donc ces aides, allocations, droits sociaux et autres acquis qui auraient mené la France à la ruine, en oubliant les vertus de l'effort et du mérite. Exit encore ces dépenses publiques excessives qui ne font que nous appauvrir, à en croire l'ex-ministre de l'Agriculture qui se garde bien de parler des subventions agricoles... revendiquées par tous aujourd'hui.

Le culte du déclinisme. La France de Bruno Le Maire est délabrée, composée, pour l'essentiel, d'usines qui périclitent, d'exploitations agricoles en faillite et d'administrations toujours plus dispendieuses. La France qu'il nous décrit est celle du déclin, du nivellement pas le bas, de la dévalorisation de la voie professionnelle, de ces filières scolaires qui ne mènent nulle part ! En clair, tout ce qui nous pousse à trahir notre idéal républicain, fondé sur le mérite

et la garantie de la promotion sociale.

Mais, au-delà du constat, l'auteur assume clairement son ancrage à droite, parfois, par opposition à Nicolas Sarkozy qui, au prix d'une métamorphose aussi spectaculaire qu'opportuniste, prétend, malgré tout, vouloir rassembler. C'est parce que, affirme-t-il, depuis vingt ans, sa famille politique n'a pas su aller au bout de ses idées qu'elle a connu le goût amer de la défaite.

Toutefois, il rend hommage à « *l'intuition* » de Nicolas Sarkozy, en 2007, avec son slogan « *Travailler plus pour gagner plus* ». Même s'il estime qu'il n'y en a pas eu de « *traduction concrète* » et s'il lui préfère le slogan « *Travailler tous* ». Il affirme aussi que le chômage est la seule précarité. Du point de vue des faits, cette formulation est pour le moins impru-

Cet « abandon de notre culture » qui sonne comme un sentiment de résignation et de délitement appelle, selon lui, un changement de paradigme, c'est-à-dire une remise en cause fondamentale de notre modèle social.

dente de la part d'un dirigeant politique qui a gouverné la France au cours d'un quinquennat 2007-2012 qui a vu le chômage progresser de plus d'un million d'hommes et de femmes. Mais, ce propos est surtout dangereux et lourd de sens. Cela signifie, en effet, que les salariés en CDD ou en intérim, que les malades de longue durée, que celui qui subit de stage en stage, que les millions personnes sous le seuil de pauvreté ne sont plus que des variables d'ajustement d'une politique sociale qui se mènerait contre eux. Pire, cela voudrait dire que ceux-ci doivent tout accepter, y compris les déclassements, les relégations, les plus grandes injustices, puisque, finalement, ils détiennent le « privilège » de ne pas être au chômage.

Dans ses propositions, l'énarque bateleur ne se démarque guère, cependant, de ses concurrents, même s'il se livre à une critique en règle des politiques menées jusqu'alors, et avance quelques pistes – plafonnement du montant des aides sociales à 75 % du Smic, c'est-à-dire sous le seuil de pauvreté, suppression du RSA, stricte limitation de la durée d'indemnisation du chômage, privatisation de Pôle emploi - qui justifient la mise en place d'un « État fort et respecté » consacrant un nouveau contrat de travail plus souple, une durée du temps de travail négociée

par entreprise ou par branche, ou bien encore une révision à la baisse du système d'indemnisation du chômage. D'ailleurs, pour tous les candidats aux primaires de la droite, tout se passe comme si les adversaires étaient les salariés et les chômeurs.

Autant de clés pour déverrouiller notre modèle économique et social. Sous couvert de redonner du travail à chacun, de « libérer les individus » et les entreprises de la « tutelle permanente des pouvoirs publics », Le Maire se fait le chantre d'une dérégulation extrême. Le « sang et les larmes » sont le prix à payer pour offrir aux Français un avenir plus radieux.

Avec, à la clé, une réduction drastique de la dépense publique, dans le domaine économique et social, en laissant les coudées franches aux entrepreneurs et aux financiers, en recentrant les pouvoirs publics essentiellement sur le domaine régalien et en prenant en compte l'effort individuel. Tout cela, au mépris d'un risque déflationniste bien réel.

Il préconise, par ailleurs, un allègement des charges et une simplification massive du droit du travail. Revoir les salaires à la hausse en rognant sur la protection sociale, au prix d'inégalités renforcées entre actifs et inactifs : telles sont les préconisations de Bruno Le Maire qui prétend lutter ainsi contre la « smicardisation de la société » !

Un État réduit aux acquets. L'État fort qu'il consacre, une fois encore, dans son livre programme, est, pour l'heure, selon lui, « boulimique ». D'où la nécessité de redéfinir ses

Sous couvert de redonner du travail à chacun, de « libérer les individus » et les entreprises de la « tutelle permanente des pouvoirs publics », Le Maire se fait le chantre d'une dérégulation extrême. Le sang et les larmes sont le prix à payer pour offrir aux Français un avenir plus radieux.

missions autour de principes essentiels : sécurité, défense, justice, éducation et santé. Manière de justifier une coupe drastique dans les effectifs de la fonction publique. Les fonctions qui ne figurent pas au cœur de ces activités régaliennes devraient être transférées, soit au privé, soit à des agences. Ainsi, Bruno Le Maire, près de quatre décennies après, reprend les mêmes formulations, les mêmes

théories que Gérard Longuet, en 1978. Rien de moderne dans tout cela ! Ce qui se traduirait, inéluctablement, par une réduction massive du nombre de fonctionnaires, et un meilleur traitement des carrières publiques, veut-il croire

Un État fort, c'est aussi un régime qui préconise une « immigration choisie ». Sur ce registre, celui qui cultive parfois son image de modéré chez Les Républicains (LR) cède clairement à une radicalisation droitière. La droite républicaine se plait, il est vrai, à afficher un positionnement radical pour faire contrepoids au Front national et tenter de s'attirer, par là-

même, les grâces de son électorat. Avec le succès que l'on connaît, puisque le FN est passé, avec de tels discours, de 18 % à 27 % des suffrages exprimés, en un peu plus de trois ans. Ce qui vaut au parlementaire LR de stigmatiser les demandes d'asile, de suggérer la réduction des délais d'instruction à six mois et de renvoyer les demandeurs dans leur pays, aussitôt le rejet de l'appel énoncé.

Il se dit prêt également à durcir les règles du regroupement familial, au profit d'une immigration « choisie ». Avec l'ambition de contrôler les flux migratoires, censés répondre aux besoins du pays en termes de formation, d'effectifs scolaires et de travail.

Un conformisme libéral. Ainsi, selon les thèmes, plus à droite que Laurent Wauquiez, plus au centre qu'Alain Juppé, Bruno Le Maire entretient le flou sur la ligne qu'il entend déployer, en prévision des primaires de novembre prochain. À ce jeu, son véritable concurrent reste Alain Juppé, dont il partage tout ou partie des idées sur l'Europe, l'éducation, le libéralisme économique ou le conservatisme sur les grands sujets étatiques. Ce qui ne l'empêche nullement d'avancer, *mezza voce*, des propositions qui se situent en droite ligne de celles de ses autres concurrents : entre un libéralisme pleinement assumé, une ligne radicale qui n'est pas sans rappeler les préconisations de la *Droite forte*, et la défense d'un État régalien, dont l'ambition est de s'affranchir du poids par trop pesant de la fonction publique. Décidément, cet énarque n'aime pas l'État ! Cet ouvrage en dresse un nouveau témoignage. Le lecteur n'en restera pas moins sur sa faim, d'autant que les recettes de Bruno Le Maire pour générer des économies d'échelle sont aussi floues que peu contraignantes.

Pis, il jette clairement sur les politiques, dont il est pourtant la parfaite incarnation, la responsabilité de la crise à laquelle le pays est confronté, cédant ici même à une pulsion po-

puliste qui lui vaut, au détour d'une phrase, de fustiger « *tous ceux qui pensaient rassurer les Français par leur prudence (et qui) ont nourri une inquiétude dans les couches les plus profondes de la société* ». Ce qui ne l'empêche pas de dénoncer l'idée d'un « *État stratège* », économiquement interventionniste. Derrière cette proclamation, il y a l'annonce de la privatisation de l'énergie, des transports, de Pôle emploi, bref, de tout ce qui peut permettre de renflouer pendant un an ou deux, les finances publiques sans vision d'avenir, autres que celle de compenser les baisses d'impôts concédées aux plus favorisés, à travers la suppression de l'ISF ou la révision à la baisse de la fiscalité sur le capital.

Résumons-nous : trop d'impôts, trop de fonctionnaires, des paysans malheureux et accablés - qui a été ministre de l'Agriculture de 2009 à 2012 ? -, des artisans harcelés, en dépit d'un pays plein de bonnes volontés, de talents, d'énergies... Le conformisme, la routine et le contentement de soi dominant un essai qui peine à renouveler le genre et à se démarquer de la concurrence, à droite. Pourquoi, au fond, les électeurs choisiraient-ils Bruno Le Maire plutôt que ses concurrents directs à la candidature à l'Élysée ? La question reste en suspens et ne laisse rien augurer de

Pourquoi, au fond, les électeurs choisiraient-ils Bruno Le Maire plutôt que ses concurrents directs à la candidature à l'Élysée ? La question reste en suspens et ne laisse rien augurer de bon pour l'auteur de Ne vous résignez pas !

bon pour l'auteur de *Ne vous résignez pas !* En cas de victoire à la primaire de novembre prochain, puis, la présidentielle de 2017, son calendrier n'en est pas moins tout tracé. « *Commencer par un référendum sur le nouveau démocratique* », écrit-il, puis « *poursuivre dans les trois mois par des ordonnances* » dans le domaine économique et social. Georges Pompidou, en son temps, comme Premier ministre, a procédé de la même manière vis-à-vis de la Sécurité sociale, au printemps 1967... Douze mois avant Mai 68. On doute que le député de l'Eure ait l'occasion de traduire sa pensée dans les actes.

M.B. et B.T.